

Fête des Coteaux 2015.

Discours d'inauguration de la Fête, le 28 juin. Jean Lebon

N'a de valeur que ce qui est prononcé

Avant tout je souhaiterai affirmer de notre solidarité avec les victimes de l'odieux attentat qui s'est produit en Isère. Nos premières pensées vont vers la victime et ses proches, vers les blessés, vers les salariés de cette zone qui viennent de subir le choc de cette effroyable agression. Nous avons également une pensée pour le peuple tunisien et les familles de victimes de l'attentat qui vient de s'y produire.

Au temps des jugements hâtifs et des amalgames faciles, l'histoire récente nous a appris à faire preuve de prudence, parce que nous refusons d'instrumentaliser les drames qui frappent notre peuple. Les incitations à la haine, assumés ou masqués ne manqueront pas, pour attiser les tensions et les divisions populaires.

Nous appelons à continuer à se dresser contre le terrorisme, à refuser de céder à la peur. Pour faire face, il faut construire une réaction politique populaire capable de démonter les logiques d'affrontement, capable de promouvoir la fraternité de façon puissante, capable de désamorcer les fanatismes.

C'est dans les valeurs de la République et surtout dans leur mise en oeuvre, que se trouvent les solutions, pas dans leur reniement.

C'est, non pas dans la méfiance mutuelle et la division, mais dans la quête d'un esprit de rassemblement et de confiance, dans la construction inlassable d'un bien commun.

Chers amis, chers camarades, je vous remercie de votre présence, et tout particulièrement Patrick Le Hyaric Député Européen directeur de l'humanité,

Parmi vous les dirigeants des partis politiques qui ont répondu à notre invitation.

Christophe Le Foll du Parti Socialiste nouveau secrétaire élu au dernier congrès, Karine Gualbert, responsable du Parti de Gauche dans le Calvados, Marie Claude HERBOUX responsable de « Ensemble » Pascal Blanchetier MRC

Les élus

Marc Lecerf maire de Fleury sur orne,

Laurence Dumont, Isabelle Attard, Philippe Duron député ;

Laurent Beauvais président de la région, Corinne Feret sénatrice ;

Maris-Jeanne Gobert , Pierre Mouraret, Gérard Leneveu,

Joël Jeanne Président de l'Association des élus communistes et républicains du Calvados ;

Francis Giffard maire honoraire de dives sur mer qui fête son anniversaire aujourd'hui

Saluer la présence de nos amis Grecs ;

Remercier de leur présence les camarades du

« Mouvement de la paix » des organisations syndicales la FSU, La CGT, l'Association femmes en noir, Solidarité Palestine, « les chantiers d'espoir », La J O C, les jeunes communistes....

Remercier bien évidemment les artisans de cette fête.

Un merci à l' « Association des amis des coteaux » ;

A Aurélien Syren, Gérard Jardin, Didier Maurey, Gérard Ihmoukametoff et toute l'équipe de militants, de bénévoles, qui ont fait un travail magnifique pour que cette fête puisse se tenir dans de bonnes conditions.

La fête des Coteaux se veut être une alchimie unique de convivialité, de confrontation d'idées, de culture, de politique, de musique.

Je me réjouis de pouvoir, comme chaque année, réunir l'ensemble des forces politiques de gauche, les acteurs du mouvement syndical et associatif, de la jeunesse, tous ceux dans leurs diversités, qui cherchent les voies, les chemins d'un autre avenir.

Permettez-moi cher(e)s ami(e)s et camarades d'introduire mon propos par l'invitation à la solidarité avec le peuple grec et à ses dirigeants. Les représentants de la Troïka (FMI, Commission européenne, BCE) relayés par les médias, sauf bien entendu *l'Humanité*, ont tenu en haleine l'opinion publique cette semaine sur la situation en Grèce. Il y a quelque chose d'indécent à ce qu'on a pu entendre et voir au cours de la semaine qui vient de s'écouler. Cela relèverait du risible si ne se jouait pas dans cette dramaturgie volontairement orchestrée, en ce moment même, le sort d'un peuple.

N'oublions pas que ce sont les mêmes membres de la Troïka qui, depuis cinq ans à travers de nombreux plans, ont conduit la Grèce au point où elle en est.

Mes chers amis et chers camarades, derrière cette agitation, il y a un vécu qu'on ne souhaiterait à aucun peuple.

La Troïka n'a jamais supporté le gouvernement parce qu'il veut redonner au peuple grec sa dignité.

Ce à quoi nous avons assisté ces dernières semaines représente à tous égards une tentative de déstabilisation du pouvoir démocratiquement élu par les Grecs.

La troïka (FMI, BCE et Commission européenne) a refusé les propositions de compromis du gouvernement Tsipras parce qu'elles envisageaient de taxer les revenus des riches et leurs activités de luxe. Les intérêts des financiers et oligarques sont bien défendus.

Dans le même temps, Antonis Samaras vient de proposer un gouvernement d'union nationale sans Syriza pour continuer l'austérité. Ces gestes irresponsables conduisent à une situation de blocage extrêmement dangereuse pour le peuple grec et pour la démocratie en Europe.

La France ne peut laisser faire ce coup d'Etat financier. François Hollande, qui s'était prononcé pour un accord respectant le peuple grec, doit agir pour une solution politique. Ce n'est pas à la finance de gouverner. Notre pays doit jouer son rôle pour le respect des choix du peuple grec.

Le PCF réaffirme sa solidarité avec le peuple grec et son gouvernement. Nous ne lâcherons rien. Il en va de l'intérêt commun de tous les peuples européens.

C'est le sens d'un appel qu'ont lancé récemment plusieurs personnalités des hommes et femmes politiques des citoyens, des membres de mouvements associatifs...)

Appel au Président de la République, et dont le titre est évocateur « La place de la France est aux côtés du peuple grec ».

Ayons donc à cet instant une pensée pour le peuple grec et ses dirigeants.

Outre la situation grecque, sur le plan international, des faits méritent qu'on s'y arrête : la situation des migrants, la situation au Proche et Moyen-Orient avec l'activisme de Daech, et la situation en Palestine.

On assiste depuis au moins 2003 à une migration de populations d'une ampleur considérable du Sud vers le Nord à la suite des changements géopolitiques intervenus dans des pays comme l'Irak, l'Egypte, la Tunisie, la Lybie. Ou encore face à la crise économique et financière qui persiste dans les pays d'où viennent les migrants. La chute des dictateurs dans chacun des pays évoqués, cette chute des dictatures a libéré le développement de mouvements obscurantistes qui se présentent comme religieux. C'est le cas de Daech. L'activisme de ce groupuscule et de ses organisations sœurs en Afrique (Alqaïda, Boko Haram) sont une menace pour la paix et la sécurité dans ces régions mais également pour le monde. Le développement des migrations et les risques encourus par les migrants trouvent aussi en partie leur source dans cette situation. C'est le cas de beaucoup de populations africaines. Pour ces dernières, en Méditerranée, les passeurs s'en donnent à cœur joie laissant le spectacle effroyable dont chacun a été le témoin au cours de ces derniers jours. De sorte que l'Europe s'honorerait d'agir solidairement dans l'accueil des populations concernées plus tôt que de laisser la charge à quelques pays.

Les pourparlers pour une solution au conflit israélo-palestinien sont en berne depuis belle lurette, et la reconduction du gouvernement conservateur en Israël dirigé par Netanyahou est un facteur aggravant. La France et les quatre autres pays membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies peuvent et doivent agir pour une solution de paix et de coopération entre les deux peuples dans le cadre de deux Etats souverains, l'un palestinien, l'autre israélien conformément aux résolutions internationales.

Sur la situation nationale,

je m'en tiendrai à deux points.

En premier lieu, après un peu plus de 3 ans la situation des Français est marquée par l'austérité. La majorité des Françaises et des Français, et parmi eux les électeurs du Front de gauche, au mois de mai 2012 n'ont pas souhaité et voté pour cette politique mise en place par l'exécutif.

Cette austérité qui, aux dires de ce qui l'administrent, devait sortir le pays de la crise, produit toujours les mêmes effets : plus de chômage, plus de précarité, plus de pauvreté.

Mois après mois, les chiffres du chômage battent des records.

Mois après mois, le gouvernement ne cesse en effet de bugger avec des mesures de réduction du coût du travail au nom de la compétitivité censées permettre aux entreprises d'embaucher. Loi de sécurisation, Pacte de responsabilité, lois Macron et Rebsamen, plan PME... autant de mesures gouvernementales qui à ce jour, permettront d'ici à 2017 qu'à réduire les « charges fiscales et sociales » des entreprises, comme l'exige le Medef, et de renforcer le pouvoir des patrons de licencier, de réduire les salaires, de flexibiliser au gré de la conjoncture et des exigences des actionnaires...

En réalité, ces baisses de coûts du travail, comme les diminutions des dépenses publiques et sociales qui servent à les financer, freinent la demande et brident l'efficacité de l'offre. Elles servent l'augmentation des profits des grands groupes et les marchés financiers, mais en aucun cas la création d'emplois.

Certains voudraient croire au retour de l'embellie pour 2016 portée par la croissance. Rien n'est moins sûr, car l'action gouvernementale ne répond pas aux difficultés des entreprises, elle les amplifie.

Les entreprises françaises, et notamment les PME, ont besoin d'accroître leurs débouchés et la qualification de leurs salariés ; mais le gouvernement contribue à la précarisation des emplois et aux politiques de bas salaires des entreprises, ce qui affaiblit la demande des ménages, en même temps que ses politiques d'austérité dépriment la demande publique et privée.

Les entreprises françaises ont besoin de conditions de financement de leurs investissements qui réduisent les coûts du capital qu'elles supportent ; mais le gouvernement refuse de mobiliser les banques pour le financement de ces investissements et de s'appuyer sur le réseau d'institutions financières publiques pour amorcer la réponse, il préfère ouvrir grand la porte au crédit inter-entreprises, aux financements non bancaires, à l'épargne salariale, ...

Au final, moins de débouchés et moins d'investissement matériels et de recherches développant l'emploi, c'est une perte d'efficacité du capital des entreprises françaises qui alimentera le chômage.

La loi Macron n'apportera pas quelque chose de bon pour les salariés. Le plafonnement des indemnités légales de licenciement, le coup de canif porté sur les instances représentatives du personnel dans les entreprises et j'en passe, sont autant d'attaques contre une succession de droits des travailleurs.

L'austérité, ce sont aussi les attaques incessantes contre les services publics. La baisse des dotations aux collectivités locales engendre des coupes sévères dans les budgets et ne permet pas les investissements nécessaires et crée des suppressions d'emploi dans les entreprises. Le service public de la santé contraint tout comme le service public des transports. Réforme en contradiction avec la politique de développement durable.

Je vous invite à passer au stand de *l'Association des élus communistes et républicains* pour manifester votre soutien au maintien de ce mode de transport par la signature de la pétition que les élus ont initiée.

Non Messieurs Hollande et Valls, les Français ne vous ont pas élus pour cela. Non, la majorité des Français de gauche ne divise pas la gauche, c'est la politique de l'exécutif qui divise la gauche et l'affaiblit en préparant de fait le retour, que dis-je, la revanche de la droite.

Le parti communiste, les organisations du Front de gauche, les écologistes, les socialistes déconcertés par la politique gouvernementale, les citoyens progressistes veulent le succès de la gauche et du pays. Pour cela, il faut abandonner cette politique dangereuse. Il faut écouter, entendre les aspirations et les colères mais aussi des demandes d'actions, des propositions qu'il faudra prendre en compte à un moment où la crise de la politique, la crise démocratique éclate de toutes parts et prend une inquiétante ampleur.

Elle peut dégénérer dans de funestes impasses si nous n'y prenons garde, si nous n'aidons pas autour de nous nos amis, nos concitoyens à prendre conscience qu'ensemble ils sont une force.

C'est une politique aujourd'hui menée au nom de la gauche et qui fait la part belle aux puissances d'argent.

Bref, nous devons nous mettre en situation d'aider nos concitoyens à devenir cette force pour changer le cours des choses. Tout partira d'eux. Des initiatives collectives sont à inventer et doivent servir à aider le peuple de gauche à relever la tête, à créer les conditions d'un nouveau rapport de forces.

Ils sont nombreux autour de chacun d'entre nous, les électrices et électeurs, Front de gauche et communistes, socialistes, écologistes, d'autres qui s'abstiennent par dégoût et pour protester. Ils ne veulent ni le retour de la droite, ni l'extrême droite, ni la poursuite de la politique gouvernementale actuelle. Tous cherchent des idées sur les moyens d'améliorer la vie et de changer la société.

Le rassemblement d'aujourd'hui est un moment privilégié, comme de le sera en septembre à la Fête de *l'Humanité*, un levier de l'expression des aspirations populaires, des combats à projeter ensemble. Parce que notre peuple cherche des issues à sa situation, nous avons la responsabilité de créer les conditions d'un mouvement populaire de grande ampleur.

Et j'en viens à mon second point.

Elle concerne les futures élections régionales, des 6 et 13 décembre 2015.

La protestation lorsqu'elle reste incantatoire devient mortifère. Tant que nous, femmes et hommes de gauche adoptons uniquement cette posture y compris face à un gouvernement qui se dit de gauche, que font les électeurs de gauche ? Au mieux ils ne vont pas voter, au pire une partie vote extrême droite.

Il faut créer une dynamique citoyenne.

Redonner de la confiance, engager la mobilisation citoyenne.

Ces élections seront cruciales.

13 nouvelles régions ont été créées, pour servir la compétitivité et la mise en concurrence des territoires.

Le pouvoir régional sera de plus en plus structurant dans l'organisation de la République: la loi NOTRE la bouleverse.

Deux enjeux: soit des régions au service de la solidarité et de l'égalité, ou des régions au service de la compétition et des inégalités.

Soit nous construisons une issue véritablement de gauche à la crise politique ou ce sera l'enfoncement dans une situation qui bloque tout espoir.

Les communistes invitent à construire des dynamiques politiques et citoyennes jusqu'aux urnes qui mettent en échec la droite et l'extrême droite et amènent les possibilités de politiques publiques de grandes offensives. Nous voulons co-élaborer des pactes pour des régions solidaires, citoyennes, démocratiques, écologiques.

Les élus communistes et du Front de gauche ont participé à conduire des politiques utiles au bien-être, au développement solidaire et durable dans les régions ; nous ne voulons pas qu'elles soient bradées.

Et il faut encore plus d'avancées dans les politiques régionales pour combattre les effets ravageurs des logiques libérales : mobiliser plus de moyens financiers, donner plus de pouvoirs.

Les régions n'ont pas vocation à être des relais de la politique gouvernementale et européenne. Au contraire.

C'est pourquoi, nous lançons dans les régions et au niveau national, un appel à toutes les forces du Front de gauche, aux écologistes, à Nouvelle donne, aux militants, personnalités socialistes, acteurs sociaux, culturels, syndicalistes, qui cherchent à oeuvrer pour une alternative à gauche à élaborer des plates-formes régionales et des listes de large rassemblement au 1er tour.

C'est le chemin que nous proposons et auxquels les communistes veulent mettre toute leur énergie dans les semaines et mois qui viennent.

Ces listes appelleront à ce que toutes les listes de gauche susceptibles de battre la droite et l'extrême droite se rassemblent au deuxième tour sur l'ambition de porter des politiques publiques de gauche et de progrès dans les nouvelles régions.

Oui, une politique de gauche est possible. Appuyons-nous sur les expériences qui se déroulent en Grèce avec Syriza, en Espagne avec Podemos. Participons à redonner la main au peuple contre la voracité du capitalisme financier qui mène à l'austérité. Là se trouve le chemin de l'espoir.

Je vous remercie.

N'a de valeur ce qui est prononcé